

Diagnostic de Croissance du Maroc

Analyse des contraintes à une croissance large
et inclusive

Résumé Analytique



Diagnostic de Croissance du Maroc

Analyse des contraintes à une croissance
large et inclusive

Résumé Analytique



Contributeurs

Banque africaine de développement	Gouvernement du Royaume du Maroc	Gouvernement des États Unis
Membres de l'équipe de rédaction : Vincent Castel Samia Mansour Kaouther Abderrahim Gilles Nancy Marion Dovis Ishac Diwan Pour leurs contributions spéciales, nous remercions : Patricia Augier Emmanuel Diarra Ashraf Tarsim Direction – Département régional Nord & Représentation Maroc : Jacob Kolster Yacine Fal Direction – Complexe économique, Département de la recherche : Steve Kayizzi-Mugerwa Shimeles Abebe Avec la contribution de : Driss Charrier Amine Mouaffak Olivier Breteche Adama Moussa Driss Khiati Leila Jaafor-Kilani Laurence Lannes Mohamed El Arkoubi Mohamed El Ouahabi Pierre More Ndong Belgacem Ben Sassi Mouhamed Gueye Mamadou Yaro Rafaa Marouki William Dakpo Wadii Rais	Coordination : Présidence du Gouvernement Membres de l'équipe : Services du Chef du Gouvernement (SCG) Abdelghni Lakhdar, Chef d'équipe, Conseiller économique Abdelkader El Ghrib, Économiste Mohamed Mahroug, Économiste Abdelatif Naanaa, Statisticien-économiste Haut Commissariat au Plan Ayache Khellaf, Directeur Abdelaziz Nihou, Directeur Autres contributeurs (SCG) : Essaid Azzouzi Thami Elmaaroufi Mohamed Hammoumi Salah Eddine Laissaoui Sara Chajae Ikrame El houdali	Membres de l'équipe d'analyse économique : John Underwood Économiste en chef Stefan Osborne Économiste Guyslain Ngeleza Économiste Brad Cunningham Économiste Avec la contribution de : Ariane Gauchat Chef d'équipe pays Dana Binnendijk Chargé de programme Melissa Adams Évaluation sociale et genre Jason Bauer Finance, investissement et commerce

Table des matières

7	PRÉAMBULE
9	PROCESSUS CONSULTATIF
12	RÉSUMÉ ANALYTIQUE
12	Introduction
14	Méthodologie
17	Contraintes majeures à la croissance au Maroc

Préambule

Ce travail est le fruit de la volonté commune du Gouvernement du Royaume du Maroc, de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Millennium Challenge Corporation (MCC).

Le Gouvernement a émis le souhait de disposer d'un diagnostic objectif de la croissance économique mettant l'accent sur les principales contraintes qui empêchent cette dernière d'être aussi forte, durable et inclusive que souhaitée, afin de pouvoir ajuster ses politiques économiques en conséquence et introduire les réformes nécessaires visant à lever ou du moins alléger ces contraintes.

Pour ce qui est de la BAD, l'un des bailleurs de fonds les plus importants du Maroc, elle a bien voulu répondre à la demande du Gouvernement consistant à mener ce diagnostic préalable au lancement des travaux de préparation du deuxième programme de coopération avec la MCC (Compact II). Ce faisant, elle conforte son engagement financier au Maroc par une contribution scientifique de qualité, qui ne manquera pas d'éclairer, en outre, l'orientation de ses propres opérations dans le pays ainsi que celles des autres bailleurs de fonds quant aux domaines dans lesquels il serait le plus opportun et le plus urgent d'intervenir.

La MCC, pour sa part, qui prône la réduction de la pauvreté à travers la croissance économique, a tiré les leçons de la première génération de ses programmes d'aide (Compact) qu'elle a financés au Maroc et dans d'autres pays. Dans le cadre du deuxième Compact auquel le Maroc est éligible, elle entend agir, en partenariat avec le Gouvernement, sur la base d'une analyse approfondie des contraintes majeures à la croissance, là où son intervention pourrait avoir les retombées positives les plus importantes sur la croissance et sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Les trois partenaires ont, sur la base de ce qui précède, collaboré à l'élaboration du diagnostic de croissance au Maroc en recourant à une méthode empirique reconnue, dite HRV, de ses auteurs Haussmann, Rodrik et Velasco de l'Université de Harvard. Dans le cadre de cette méthode, il est procédé à une analyse systémique des facteurs de production et des conditions du climat des affaires pour identifier les obstacles clés à l'investissement privé et à la croissance.

Cette approche aboutit à l'identification des contraintes majeures, à l'heure actuelle, sur lesquelles il convient d'agir en priorité pour stimuler l'investissement et la croissance.

Il importe d'indiquer qu'au-delà de l'application de la méthode susmentionnée, de larges consultations ont été menées avec les départements ministériels et les institutions publiques concernés, le secteur privé, le monde académique et la société civile.

Tout en participant activement aux consultations et en mettant à la disposition de l'équipe en charge de la rédaction du rapport toutes les données dont elle avait besoin, le Gouvernement a tenu, avec ses deux partenaires, à ce que le rapport soit rédigé avec le maximum d'objectivité et de rigueur scientifique.

Ce rapport, avant même sa publication, a réalisé l'un de ses premiers objectifs, à savoir celui de déterminer les secteurs potentiels dans lesquels l'appui de la MCC pourrait être concentré dans le cadre du Compact II. Mais il en est attendu encore beaucoup plus, à savoir, de servir de plateforme à de larges débats sur les différentes thématiques du rapport. Toutes les parties prenantes (universités, secteur privé, secteur public, société civile, mass-média etc.) devraient se saisir du contenu de ce travail, le critiquer, l'enrichir et en sortir des propositions à même d'aider à réunir les conditions d'une croissance forte, durable et inclusive, c'est-à-dire au service de toutes les couches et catégories sociales et de toutes les régions du pays, essentiellement celles qui sont les moins favorisées.

Processus consultatif

De larges consultations : une démarche participative qui a enrichi l'analyse des contraintes à la croissance et confirmé ses conclusions

L'étude des contraintes à la croissance au Maroc est le résultat d'une analyse détaillée conduite selon la démarche HRV de diagnostic de la croissance, complétée par un large processus de consultations auprès des parties concernées au niveau central, régional et local. L'objectif de cette approche était de s'assurer auprès des parties consultées que les questions pouvant constituer une contrainte à la croissance étaient dûment prises en compte, d'apporter les éclairages utiles de différents points de vue à l'analyse effectuée et de favoriser une interaction dynamique avec l'équipe en charge de l'étude, tout au long de la préparation de celle-ci, afin que les conclusions qui en sont issues soient largement partagées, ce qui constitue la meilleure façon de garantir, en fin de parcours, une appropriation collective de ces conclusions.

C'est ainsi que, dès le lendemain de la mise en place de l'équipe chargée de travailler sur le rapport, plusieurs ateliers ont été organisés à Rabat du 18 au 22 septembre 2013. Ces ateliers ont permis de défricher le terrain en posant d'emblée les questions pertinentes devant aboutir à la reconnaissance des contraintes à la croissance et ce, dans les domaines des infrastructures, du financement de l'investissement, du capital humain et des distorsions micro et macro-économiques etc. Ces ateliers ont été animés par les représentants des départements ministériels concernés, de certaines institutions et établissements publics importants, du secteur privé et du monde académique, en plus des représentants de la Présidence du Gouvernement, de la MCC et de la BAD.

Cette étape a, également, été l'occasion d'identifier et de mobiliser les sources d'information qui devaient mettre à la disposition de l'équipe chargée de la préparation du rapport tous les documents et toutes les données dont elle avait besoin. Ceci a permis à cette équipe d'effectuer un travail d'investigation empirique approfondi ayant abouti, dès le mois de novembre, aux premières conclusions du rapport identifiant les contraintes majeures à la croissance économique au Maroc.

Dès lors, une deuxième consultation s'imposait pour soumettre ces conclusions à un examen critique animé par des experts et des responsables de haut rang représentant les administrations et les institutions publiques et privées intéressées ainsi que des universitaires de renom, ce qui fût fait les 13 et 14 novembre 2013. Les débats de haut niveau qui ont eu lieu, à cette occasion, ont permis d'enrichir la réflexion sur les différentes contraintes à la croissance en apportant des faits concrets tirés de l'expérience des participants, en nuancant certaines conclusions et en amenant l'équipe à intégrer des données qui n'avaient pas été suffisamment prises en compte pour mieux coller à la réalité et aboutir à des conclusions mieux soutenues.

Les consultations de novembre ont, ainsi, permis à l'équipe d'enregistrer un grand nombre d'informations et d'orientations pour compléter le travail, ce qui a contribué à faciliter la finalisation du premier draft du rapport vers le début du mois de janvier 2014.

Une nouvelle phase de consultations devait alors s'ouvrir. Elle s'étendra du 20 au 29 janvier 2014 et sera élargie à d'autres acteurs clés tels les organisations de la société civile, les organisations patronales, certaines institutions publiques déconcentrées, les partenaires techniques et financiers et des personnes ressources reconnues pour leur expertise dans les différents domaines abordés par le rapport. Il s'agissait de confronter les conclusions de l'étude menée aux points de vue exprimés par les différents interlocuteurs aux niveaux national, régional et local afin de les valider, de les infirmer ou de les nuancer.

En dépit des nuances locales et sectorielles exprimées lors de ces consultations mettant l'accent, parfois, sur certaines difficultés qui sont particulières à telle ou telle région, à tel ou tel secteur, il a été constaté que les conclusions du rapport ont été largement confirmées par la plupart des interlocuteurs qui les ont même confortées en citant des exemples concrets d'obstacles auxquels l'investissement et donc la croissance, sont confrontés.

Par ailleurs, parallèlement à l'analyse des contraintes à la croissance, une étude a été réalisée sur les contraintes sociales et de genre au Maroc, et a donné lieu à un séminaire tenu à Rabat les 20 et 21 janvier 2014. Cet événement a été l'occasion de réunir diverses parties prenantes dont, notamment, les administrations concernées et les organisations de la société civile pour discuter des différentes thématiques relatives à ce rapport spécifique. Dans la mesure où des liens étroits unissent les problématiques sociales et de genre et les différents facteurs déterminant l'évolution de la croissance économique tels que le capital humain, la justice et les infrastructures, les consultations portant sur le rapport susvisé ont, par la même occasion, largement contribué à alimenter et à enrichir l'analyse des contraintes à la croissance.

Bien que le rapport sur l'analyse des contraintes ne puisse prétendre refléter toute la richesse et la diversité des débats auxquels ces larges consultations ont donné lieu, il est possible d'avancer que la quintessence des idées exprimées se retrouve dans le contenu de ce document.

Il convient, d'ailleurs, de souligner que le processus interactif de consultations entre l'équipe de la BAD, celle de la MCC et la Présidence du Gouvernement et, à travers celle-ci, les différentes administrations marocaines concernées, a continué même après la remise de la version pré-finale du rapport, revu à la lumière des consultations précitées. Cette étape a été utile pour apporter les dernières précisions et nuances nécessaires permettant d'aboutir à un document final qui repose sur des données fiables et respecte les principes d'une analyse rigoureuse.

Au total, le processus consultatif a eu deux effets essentiels : le premier est qu'il a permis de garantir que l'analyse des contraintes à la croissance ne soit pas un simple exercice intellectuel effectué en vase clos par des experts, mais plutôt un processus interactif transparent entre l'équipe chargée de faire le travail et les acteurs économiques et sociaux et les institutions en charge du suivi régulier de l'activité économique dans le pays, ce qui a permis de valider les résultats de l'analyse et de leur donner plus de poids ; le deuxième effet est que ces consultations ont favorisé une véritable appropriation de l'étude et de ses résultats par tous les participants, y compris les administrations publiques. Cette appropriation ne manquera pas d'avoir des répercussions positives sur la conception et l'exécution des politiques et des mesures à même de lever les obstacles majeurs à la croissance ou, au moins, d'en alléger le poids.

Pour avoir une idée plus précise de l'étendue des consultations tenues tout au long de la préparation du rapport, une liste non exhaustive des organismes consultés est reproduite en annexes (annexe 1.1).

Résumé analytique

Introduction

Au cours de la dernière décennie, le Maroc s'est engagé dans un processus important de réformes afin de transformer en profondeur son modèle économique et social. Ces réformes se sont attaquées avec succès, compte tenu des défis à relever, à : la stabilité macro-économique ; l'efficacité institutionnelle ; l'intégration internationale de l'économie ; le développement industriel ; l'emploi des jeunes et des femmes ; la cohésion sociale et la lutte contre la pauvreté.

Ces réformes ont permis de générer des taux de croissance soutenus (de 5 % en moyenne durant les dix dernières années). Au cours de la décennie 2000, la volatilité de la croissance économique du Maroc a diminué, indiquant une convergence des dynamiques macroéconomiques vers des sentiers de croissance durables. Cette période a été marquée par une réduction substantielle de la dette publique et un faible niveau d'inflation (1,9 % en 2013). Ainsi, le retard de croissance observé jusque dans les années 1990 a été en grande partie compensé.

Cette croissance a contribué à une baisse importante de la pauvreté absolue

et du chômage au Maroc. Le taux de pauvreté a ainsi reculé de 15,3 % en 2001 à 9 % en 2007. Le taux de chômage est quant à lui passé de 13,4 % en 2000 à 9 % en 2013. Au niveau social, l'accès aux services éducatifs, aux services de santé, à l'eau potable et aux routes rurales s'est nettement amélioré, contribuant à l'amélioration du capital humain et des conditions de vie des populations.

Ces avancées ont été réalisées dans un contexte d'ouverture économique du Maroc. Le pays a ainsi signé en particulier des accords avec l'UE en 2000, les USA et la Turquie en 2006, et avec de nombreux pays de la sous-région (UMA, accords d'Agadir, Gafta). Le Maroc est devenu le seul pays de la région à avoir signé un accord de statut avancé avec l'Union européenne et s'engage très activement dans sa relation avec l'Afrique sub-saharienne. Néanmoins, le commerce extérieur demeure un point faible de l'économie marocaine. Les exportations sont concentrées géographiquement et présentent une croissance en deçà de ce qui est attendu. La croissance des importations d'énergie depuis 2009 et la reprise, depuis 2007, des importations de produits alimentaires pèsent sur la balance commerciale en raison de l'évolution des prix des matières premières.

L'un des paradoxes du modèle économique marocain tient au fait que bien que le Maroc affiche des taux d'investissement parmi les plus élevés au monde (31,7 % du PIB en 2012), le taux de croissance reste inférieur à celui attendu et soutenu par les consommations privée et publique. Au cours des dix dernières années, le Maroc est devenu l'une des principales destinations des investissements directs étrangers dans la région MENA. Néanmoins, l'afflux d'investissements directs étrangers demeure faible par rapport à ceux dont bénéficient les pays comparateurs. Ce paradoxe s'explique par le fait que la productivité du travail n'a augmenté qu'à un rythme relativement faible et que les investissements ont été réalisés essentiellement dans des secteurs peu créateurs de valeur ajoutée.

Découlant de ce premier paradoxe, le second paradoxe tient à l'absence de transformation structurelle de l'économie et sa faible industrialisation. Du côté de la production, la répartition sectorielle de la valeur ajoutée depuis le début des années quatre-vingt s'est légèrement infléchi en faveur des services, mais n'a pas significativement évolué ; l'agriculture occupant toujours une place importante dans la création de richesse. Les investissements sont peu diversifiés et concentrés de manière croissante dans les industries mécaniques et électriques, et aussi dans

le BTP ; branches fortement importatrices de consommations intermédiaires. Les chaînes de valeur sont de fait peu développées et le processus d'innovation ralenti.

Le troisième paradoxe tient au fait que le secteur privé est faiblement dynamique et manque d'entreprises de petite et moyenne taille (« absence de milieu »), composante du secteur privé qui tend à présenter la plus grande innovation dans d'autres pays. Le reste de l'économie est constitué d'entreprises qui sont sous-optimales ayant des activités improductives (souvent dans le secteur informel) et caractérisées par un faible profit.

En dépit des progrès réalisés, les défis en matière de développement restent importants, et seule une plus forte croissance tirée par le secteur privé sera à même d'y faire face. La pauvreté absolue a fortement diminué, mais la vulnérabilité économique reste courante. Le chômage des jeunes est relativement important et la couverture de la protection sociale est limitée. L'accès à l'éducation s'est remarquablement accru, mais les taux d'analphabétisme (39 % de la population totale âgée de 10 ans et plus, 50 % des ruraux et 65 % de femmes rurales) et les disparités entre les genres dans l'enseignement secondaire demeurent très importants. Les résultats en matière de qualité de l'éducation et d'apprentissage

sont loin derrière ceux des pays à revenu similaire, et l'inadéquation entre l'offre et la demande du marché du travail est de plus en plus importante.

Dans ce sens, la présente étude s'emploie à définir les obstacles qui entravent l'investissement privé au Maroc et qui bloquent la transformation structurelle de son économie malgré les réformes entreprises. Elle se fonde sur l'hypothèse que l'investissement dans le secteur privé et l'entrepreneuriat sont, généralement, les sources d'une croissance économique durable et inclusive.

La méthodologie adoptée dans ce rapport présente l'avantage d'identifier clairement les contraintes majeures à la promotion de l'investissement privé au Maroc et de mettre l'accent sur les obstacles à surmonter en priorité dans le cadre d'une stratégie de développement plus efficace sur les moyen et long termes.

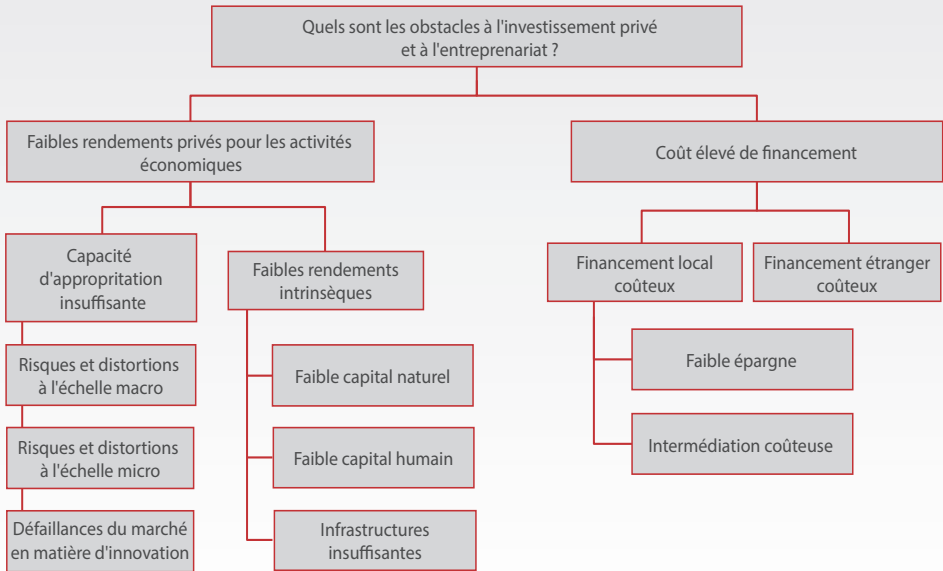
Les résultats de cette étude seront très utiles compte tenu du contexte actuel de l'économie marocaine, économie en plein chantier de réformes économiques et institutionnelles, et serviront à définir les axes

de réformes prioritaires qui pourront garantir des taux de croissance soutenus, plus élevés et assurant une meilleure inclusion sociale.

Méthodologie

La présente étude repose sur la méthodologie du diagnostic de croissance proposée en 2005 par Ricardo Hausmann, Dani Rodrik et Andrés Velasco (HRV). Cette méthodologie part du postulat que tous les pays doivent faire face à un éventail de défis économiques et de développement. Les réformes et les investissements étant contraints par : a) les capacités de mise en œuvre de l'État, b) l'espace politique et c) les ressources financières disponibles. La méthode la plus efficace pour stimuler la croissance consiste, alors, à atténuer en priorité les difficultés qui la limitent le plus. Puisqu'il est impossible de quantifier l'ensemble des effets directs ou indirects liés à la suppression d'une contrainte à la croissance donnée, le fait de surmonter les obstacles qui semblent être les plus contraignants pourrait être la voie la plus simple pour maximiser l'impact de l'action publique sur la croissance.

Arbre du diagnostic de croissance selon HRV



Source : HRV (2005)

Afin d'identifier les « contraintes à la croissance » que les décideurs doivent confronter en priorité, les auteurs ont élaboré un « arbre diagnostic ». Le diagnostic repose sur deux propositions simples et peu contestables.

Premièrement, il est admis que l'investissement privé et l'entrepreneuriat – le processus d'identification de débouchés commerciaux rentables, les améliorations de la productivité et l'innovation, ainsi que l'utilisation des ressources pour créer de la valeur – sont les principaux moteurs

d'une croissance économique soutenue.

Le niveau et le type d'investissements dépendent principalement de la perspective d'un rendement suffisant pour l'investisseur, au regard des risques et des coûts de financement. Pour comprendre les raisons d'une croissance et d'un investissement privé insuffisants, il faut donc analyser les facteurs qui affectent les rendements et les difficultés auxquelles les entrepreneurs privés sont confrontés.

Le deuxième aspect fondamental pris en compte dans cette méthode empirique

est que la mauvaise performance économique – par exemple, les faibles niveaux d'investissement, de consommation, d'emploi ou de crédit – peut découler d'une offre réduite ou d'une demande limitée en un facteur/bien/service donné.

Hausmann, Klinger et Bailey (2008) proposent quatre « tests » pour déterminer l'existence d'un obstacle potentiel :

Test de type 1 : Évaluer si le coût implicite du facteur pouvant représenter une contrainte est élevé¹ ;

Test de type 2 : Évaluer si les changements de disponibilité d'un facteur pouvant représenter une contrainte sont corrélés avec les niveaux d'investissement ou de croissance ;

Test de type 3 : Évaluer si les agents économiques cherchent à contourner l'obstacle en acceptant de supporter des coûts additionnels ou en prenant des risques ;

Test de type 4 : Évaluer la prépondérance des entreprises ne dépendant pas fortement du facteur potentiellement contraignant. C'est ce que l'on appelle le test des « chameaux » et des « hippopotames », par

analogie avec le fait que l'on ne s'attend pas à voir des hippopotames dans un environnement dépourvu d'eau, mais plutôt des entreprises qui se sont adaptées à des conditions particulières, à l'instar des chameaux dans le désert (l'eau représentant ici le facteur potentiellement contraignant).

Le cadre de HRV appelle une approche diagnostic en partant du haut vers le bas de l'arbre. À ce titre, la première question qui se pose est de savoir si l'investissement privé et l'entrepreneuriat sont limités essentiellement par (i) un coût élevé de financement, découlant des contraintes d'un marché financier apparaissant en présence d'une forte demande d'investissement ; ou par (ii) une faible demande d'investissement de la part des entrepreneurs potentiels, qui voient peu d'opportunités d'obtenir un rendement suffisant soit à cause a) d'un manque de facteurs de production (capital humain, ressources naturelles, infrastructures) soit pour b) des risques macro ou micro économiques trop importants. En se fondant sur la réponse à cette question, le diagnostic identifie ensuite la source du problème, c'est-à-dire les coûts élevés de financement ou les faibles rendements sur investissements privés.

¹ Une valeur fictive est la valeur marginale pour l'économie d'une unité supplémentaire du facteur.

Pour évaluer si un facteur de production est une contrainte, il faut souvent comparer l'économie du pays à celle d'autres pays. Pour être informative, la comparaison doit retenir des pays qui d'un point de vue économique i) étaient comparables au Maroc en 1960, ii) sont comparables au Maroc en 2013 iii) sont sources d'inspiration. Dans le cas du Maroc, la Tunisie, le Chili, l'Indonésie, la Roumanie, la Malaisie et la Turquie ont été choisis à cette fin. Dans certains cas, les données globales des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ou inférieure ont été utilisées.

Contraintes majeures à la croissance au Maroc

L'application du cadre méthodologique du diagnostic de croissance (HRV), décrit dans le paragraphe précédent, a fait ressortir deux contraintes majeures à la croissance tirée par le secteur privé :

- **Le capital humain : accès à l'éducation et qualité du système éducatif**

Le système d'enseignement et de formation du Maroc constitue le maillon faible dans le développement de son capital humain.

Malgré les énormes efforts entrepris par le gouvernement marocain, les taux de scolarisation dans le secondaire et le supérieur restent faibles. La durée moyenne de scolarisation est inférieure à la moyenne des pays ayant le même niveau de revenu. De cette situation découle une main

d'œuvre maîtrisant mal les compétences générales et spécifiques, comme le souligne de nombreux acteurs du secteur privé.

Ces conclusions sont tirées : i) des faibles rendements de l'éducation ; ii) de la mauvaise performance du Maroc sur le plan de l'enseignement et de la formation ; et iii) des faibles résultats des élèves marocains lors des tests internationaux. De fait, ceux qui le peuvent ont recours à l'enseignement privé comme en témoignent les inscriptions dans les écoles privées qui sont de plus en plus élevées (surtout dans le secondaire). Cette situation impacte négativement le développement des secteurs qui dépendent de main-d'œuvre qualifiée qui ont vu leurs valeurs ajoutées diminuer.

- **Risques micro-économiques : un système juridique lent, une distorsion au niveau du système fiscal, un accès difficile au foncier et une réglementation du marché du travail contraignante**

L'analyse permet de conclure que les risques micro-économiques constituent une contrainte majeure au développement de l'investissement privé au Maroc. La faible appropriation du rendement de l'activité économique découle souvent de l'échec des politiques gouvernementales et des institutions qui entraîne des risques et des distorsions au niveau micro-économique, réduit la rentabilité des investissements privés et freine la croissance économique.

Dans le cas du Maroc, ces distorsions et défaillances d'ordre micro-économiques ont constitué une contrainte majeure à la croissance économique et ont impacté l'investissement privé. Ainsi, la lenteur du système judiciaire (notamment au niveau de l'exécution des décisions de justice), l'accès au foncier de plus en plus difficile, les distorsions au sein du système fiscal et la réglementation du marché du travail constituent d'importants défis à relever par les autorités marocaines.

Le système judiciaire marocain est contraignant et ne facilite pas les activités économiques. Malgré les réformes entreprises au cours de la dernière décennie pour sa modernisation et pour le renforcement de son cadre institutionnel, le système judiciaire souffre toujours d'une certaine lourdeur dans l'exécution des procédures et des décisions qui poussent les entreprises marocaines et étrangères à éviter le recours au système judiciaire. Actuellement, et conscient de l'importance de ce facteur dans le développement de l'activité économique du pays, des réformes structurelles sont mises en places par le gouvernement pour assurer un système juridique plus efficace et moderne qui encourage l'investissement privé et donne plus de confiance aux investisseurs.

L'analyse a aussi relevé que l'accès au foncier, agricole et industriel, est une contrainte majeure au développement de l'investissement privé au Maroc. L'accès

au foncier (industriel et agricole) est de plus en plus difficile surtout avec la complexité du statut foncier et de la diversité des règles de gestion de ces terrains. La diminution de la réserve des foncière de l'État a fait réduire l'offre de terrains utilisables pour l'investissement. Dans le secteur agricole, le problème du foncier est relevé dans le niveau faible des rendements des parcelles agricoles, dû au faible niveau d'immatriculation et aux problèmes de l'indivision et du morcellement. Dans le secteur industriel, l'offre insuffisante des terrains qui répondent aux besoins des entreprises paraît être le facteur le plus contraignant. Ceci est dû aux décisions d'aménagement et à la configuration des zones qui ne correspondent pas aux besoins réels des investisseurs, aux capacités insuffisantes de l'administration foncière et surtout au manque de coordination.

Le système fiscal reste toujours une contrainte et ne permet pas une allocation efficiente des investissements, et ce en dépit des efforts accomplis dans le sens de sa simplification et de la mise en place d'un système équitable, lisible et cohérent. Les taux d'imposition au Maroc ne sont pas excessifs et sont comparables à des pays comme la Tunisie, mais les entrepreneurs marocains considèrent encore l'impôt comme une charge très lourde et comme un obstacle au développement de leurs activités. Les modifications et réformes successives ont rendu le système fiscal sujet aux interprétations et lui ont fait donc perdre de sa lisibilité. Actuellement, des

réformes sont en cours et peuvent avoir un impact positif sur l'environnement des affaires au Maroc.

La réglementation et le coût du travail semblent constituer une contrainte majeure au développement de l'investissement privé au Maroc. D'après plusieurs classements internationaux, le Maroc se situe parmi les pays dont la législation du travail est rigide et plusieurs entreprises ne sont pas disposées à la respecter, expliquant ainsi le nombre relativement élevé de grèves déclenchées par an.

- **Risques résultants et obstacles potentiels**

En plus des deux principaux obstacles que l'on vient de citer, l'analyse a fait ressortir l'existence de défaillances du marché en matière d'innovation et de coordination. Le niveau de sophistication des exportations marocaines est faible par

rapport au niveau de son revenu par tête, et les résultats en termes de transformation structurelle par rapport aux pays comparateurs restent relativement modestes. Les politiques de l'État qui visent à encourager l'innovation sont généreuses. Toutefois, la coordination s'avère défaillante entre les acteurs publics (agences et ministère), privés (au sein des chaînes de valeur) et entre le public et le privé (promotion des accords commerciaux, par exemple).

L'analyse a finalement mis en lumière aussi la nécessité d'améliorer l'accès aux différents services sanitaires et aux infrastructures dans les zones rurales et enclavées, et d'améliorer la gestion des ressources rares (eau et énergie). En effet, bien qu'ils ne soient pas actuellement contraignants, ces problèmes risquent de s'aggraver et doivent être pris en compte lors de la formulation d'un modèle économique durable d'un point de vue social et environnemental.



www.afdb.org